

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 9 janvier 1997.

Présents:

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française:

monsieur BERTOUILLE, vice-président

madame SOUGNE et monsieur MOORAT, membres effectifs

monsieur CARETTE, membre suppléant

Section néerlandaise:

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président

messieurs BOES, MEEUS et VAN BUYTEN, membres effectifs

Membre germanophone:

monsieur WEHR, membre effectif

Secrétaires:

monsieur BUSINE, directeur d'administration

monsieur VAN SANTEN, directeur

d'administration - adjoint bilingue

28.070/B/I/PF
JJP/RV

Par lettre du 3 avril 1996, monsieur Elio Di Rupo, vice-premier ministre et ministre de l'Economie et des Télécommunications a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques du secrétariat du Conseil central de l'Economie (C.C.E.).

Les organisations syndicales reconnues au C.C.E. ont été consultées conformément à l'article 54, 2ième alinéa, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Sur la base des articles 43, § 3, 5ième alinéa, 60, § 1, et 61, § 5, des L.L.C., la C.P.C.L. a examiné ces propositions en ses séances des 25 avril et 19 décembre 1996 et 9 janvier 1997, et a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

*

*

*

Le ministre propose de répartir les 67 emplois comme suit (article 1er du projet).

Degrés de la hiérarchie	Emplois figurant au cadre organique	Cadre F. Nombre d'emplois	Cadre N. Nombre d'emplois
1	2	1	1
2	8	4	4
4	18	9	9
5	3	1	2
6	10	5	5
7	22	11	11
8	4	2	2

L'article 3 accorde à l'arrêté royal un effet rétroactif (au 01.11.95).

1) Quant à la répartition des emplois de direction

Le projet de cadres linguistiques ne prévoit pas de cadre bilingue pour les emplois de direction.

Le ministre justifie cette absence de cadre bilingue de la manière suivante:

"Le bureau a constaté qu'en ce qui concerne la répartition des grades des 1er au 4ème degrés, le nombre d'emplois prévu au cadre organique pour ces fonctions est à ce point réduit que la rigidité qui en découle posera inévitablement de sérieux problèmes en cas de promotion ou de recrutement.

Le bureau estime que l'exiguité du cadre organique rend également fort difficile, pour les grades des 1er et 2ème degrés, c'est-à-dire les grades égaux ou supérieurs à celui de directeur, une répartition de fonctionnaires entre trois cadres, c'est-à-dire français, néerlandais et bilingue, ce dernier devant comporter 20% de l'effectif global à répartir de plus en nombre égal entre les fonctionnaires des deux rôles linguistiques."

L'article 43, § 2, des L.L.C. dit cependant explicitement que les fonctionnaires d'un grade égal ou supérieur à celui de directeur sont répartis entre trois cadres: un cadre français, un cadre néerlandais et un cadre bilingue.

La portée de l'article 43, § 3, 2ème alinéa concernant l'obligation de fixer un cadre bilingue, et plus particulièrement celle d'accorder 20% des emplois à ce cadre a été défini par la C.P.C.L. dans sa jurisprudence constante (cfr. le vademecum à l'intention des services soumettant des cadres linguistiques, C.P.C.L., 1993, dont copie en annexe).

Lorsque le nombre des emplois de direction est égal ou inférieur à 6, il n'y a pas lieu, selon cette jurisprudence, de créer un cadre bilingue.

Dans le cas sous examen, le nombre des emplois de direction s'élève à 10. Il y a donc lieu de fixer un cadre bilingue, et ce, de la manière suivante:

soit: degré	N	F	Bil. N	Bil. F
-------------	---	---	--------	--------

1	-	-	1	1
2	4	4	-	-

soit: degré	N	F	Bil. N	Bil. F
-------------	---	---	--------	--------

1	1	1	-	-
2	3	3	1	1

2) Quant aux emplois des degrés 3 à 8 inclus

Le ministre propose un rapport 50/50. Il motive cette répartition de la manière suivante: "Etant donné que le C.C.E. a, au niveau économique, une mission de consultation nationale, et que tous les documents qu'il émet doivent être bilingues, ce rapport est le meilleur, du point de vue linguistique aussi bien que fonctionnel".

En guise de renseignements complémentaires, le ministre a communiqué les informations nécessaires quant aux tâches et missions du C.C.E.

Le C.C.E. est un organe de droit public dont la mission consiste à adresser à un ministre ou aux chambres législatives, soit d'initiative, soit à la demande de ces autorités publiques et sous forme de rapport exprimant les différents points de vue exposés en son sein, tous avis ou propositions concernant les problèmes relatifs à l'économie nationale (article 1er de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie). Le C.C.E. s'est également vu attribuer une compétence d'avis par d'autres lois (p.ex. concernant les abonnements sociaux de la S.N.C.B., les écotaxes, ...).

En vertu de l'article 1er de l'arrêté royal n° 469 du 25 octobre 1986 portant suppression des conseils professionnels et restructuration du C.C.E. (remplaçant l'article 6 de la loi du 20 septembre 1948), ce dernier peut instituer en son sein des commissions consultatives spéciales pour des branches déterminées d'activité économique. La mission de ces commissions consiste à adresser à un ministre ou au C.C.E., soit d'initiative, soit à la demande de ces autorités publiques et sous forme de rapport exprimant les différents points de vue exposés en leur sein, tous avis ou propositions concernant les problèmes relatifs à la branche d'activité qu'ils représentent.

Outre sa compétence d'avis, le C.C.E. a une mission d'organisation du dialogue entre les interlocuteurs sociaux (p.ex. le dialogue thématique, la commission prospective pour le marché unique, ...).

Le secrétariat du C.C.E. a pour mission d'assurer les services de greffe et d'économat et de réunir la documentation relative aux travaux du Conseil. Il est qualifié pour rassembler, concernant l'objet de ses travaux, les renseignements en possession de l'Institut national de statistique, l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et dans l'agriculture, de l'Institut d'études économiques et sociales des classes moyennes, de l'Office national de sécurité sociale, ainsi que des organismes pour le compte desquels ce dernier perçoit des cotisations. Les renseignements à fournir par ces institutions ne consistent qu'en des relevés globaux et anonymes, à l'exclusion de toute donnée statistique individuelle (art. 5, loi du 20 septembre 1948).

Le secrétariat du C.C.E. est habilité à recueillir, à la demande d'une commission spéciale, auprès des entreprises de son ressort, des renseignements d'ordre individuel sur des points particuliers examinés à l'occasion de la préparation d'un avis ou d'une proposition. Ces renseignements d'ordre individuel ne peuvent toutefois être portés à la connaissance des commissions spéciales que sous forme de résultats globaux, à l'exclusion de tout renseignement particulier émanant d'une entreprise déterminée (art. 9, loi du 20 septembre 1948).

Des renseignements fournis il ressort qu'en vue de rassembler des renseignements concernant l'objet de ses travaux, le C.C.E. consulte les statistiques publiées officiellement par le ministère des Affaires économiques, l'Institut national de Statistiques, le Bureau du Plan, la Banque nationale de Belgique, l'O.C.D.E., ... Il ne prend pas directement contact avec des entreprises situées en Belgique.

Il en va de même dans les relations avec les régions qui peuvent lui communiquer des statistiques globales sans contacts avec les entreprises.

Ses contacts avec le monde académique ont lieu au travers des membres cooptés désignés paritairement par arrêté royal.

Le C.C.E., à la demande des commissions spéciales, n'entre pas en contact avec des entreprises en vue de recueillir des renseignements d'ordre individuel sur des points particuliers examinés à l'occasion de la préparation d'un avis ou d'une proposition, mais consulte les statistiques officielles publiées par les organismes repris ci-dessus.

La simple référence au fait que le C.C.E. a, au niveau économique, une mission consultative sur le plan national, et que tous les documents doivent être émis dans les deux langues, ne permet pas d'en déduire à suffisance qu'un rapport 50/50 est indiqué.

Des informations communiquées par le ministre au sujet des tâches et missions du C.C.E., il ressort, toutefois, que les activités du secrétariat du C.C.E. relèvent exclusivement du travail d'étude et de conception.

Dans sa jurisprudence, la C.P.C.L. accepte en règle générale que pour les missions d'étude et de conception le rapport arrêté soit de 50/50.

Quant à l'absence d'un troisième degré de la hiérarchie, la C.P.C.L. renvoie à son avis concernant le projet d'arrêté royal fixant les degrés de la hiérarchie du secrétariat du C.C.E. (avis 28.070/A/I/PN du 20 septembre 1996).

3) Conclusions

Eu égard au fait que le projet ne fait pas état de la fixation d'un cadre bilingue pour les emplois de direction et qu'il n'a dès lors pas été satisfait au prescrit de l'article 43, § 2, des L.L.C., la C.P.C.L. émet un avis négatif au sujet du projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques du secrétariat du C.C.E. pour les deux premiers degrés de la hiérarchie.

La C.P.C.L. attire l'attention sur l'effet rétroactif dont le projet d'arrêté royal a été assorti. Conformément à la jurisprudence constante de la C.P.C.L., la rétroactivité ne peut être attribuée que s'il s'agit de mesures de programmation sociale et pour autant que ces mesures n'ont pas pour effet de valoriser des actes administratifs individuels illégaux (pris en l'absence de cadres linguistiques) (cfr. avis 28.005 des 19/1/96 et 5/4/96).

Le présent avis est notifié à monsieur le ministre de l'Economie qui, conformément à l'article 61, § 3, 2ième alinéa, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il y réservera.

Fait à Bruxelles, le 9 janvier 1997.

Les Secrétaires,

Le Président,

J.-M. BUSINE

Th. VAN SANTEN

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS